

Réduction de 1% d'impôts dès le budget 2027

Alain Koller (UDC)

Alors que l'élaboration du budget de fin d'année approche, la République et Canton du Jura doit faire un choix clair : continuer sur la voie d'une fiscalité parmi les plus lourdes de Suisse ou donner enfin une bouffée d'oxygène à ses citoyens.

Le Jura ne peut plus se contenter d'être le "champion des taxes". Une baisse de 1%, bien que modeste en apparence, représente un signal de confiance envers l'économie privée et une mesure concrète pour le pouvoir d'achat des ménages. Pour financer cette baisse sans creuser le déficit, le Gouvernement doit impérativement agir sur le frein aux dépenses et optimiser le fonctionnement de l'administration cantonale plutôt que de chercher systématiquement de nouvelles recettes.

La croissance des dépenses de l'État semble hors de contrôle depuis plusieurs années. Il est temps que l'État s'applique à lui-même la rigueur qu'il impose aux contribuables. Dans cette optique de responsabilité financière, le groupe UDC demandera fermement une diminution de 1% sur le revenu des personnes physiques lors des débats budgétaires.

Dès lors, nous demandons au Gouvernement de répondre à nos questions :

- 1. Quel est l'impact financier exact (perte de recettes brutes) pour le budget cantonal d'une baisse de 1% du coefficient d'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année à venir ?**
- 2. Quelles lignes budgétaires de fonctionnement (hors santé et sécurité) le Gouvernement a-t-il identifiées comme "compressibles" afin de compenser cette baisse fiscale sans impacter les prestations de base ?**
- 3. Face à l'augmentation constante du nombre de postes dans l'administration centrale, le Gouvernement envisage-t-il un gel des engagements pour compenser cet effort fiscal en faveur de la population ?**
- 4. Le Gouvernement reconnaît-il que le maintien d'une fiscalité élevée freine l'installation de nouveaux contribuables aisés dans le canton, notamment avec l'arrivée de Moutier qui modifie l'équilibre fiscal régional ?**
- 5. Comment le Gouvernement compte-t-il intégrer cette baisse de 1% dans le plan financier pluriannuel tout en respectant le frein à l'endettement ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Alain Koller (UDC)

Co-signataires

- Francine Stettler (UDC)
 - Brigitte Favre (UDC)
 - Irmin Rais (UDC)
 - Lionel Montavon (UDC)
 - Francis Carnal (UDC)

- Stéphane Girardin (UDC)
- Damien Lachat (UDC)
- John Moser (UDC)
- Miriam Moser (UDC)
- Jean-Marc Bouduban (UDC)
- Lysiane Farner (UDC)
- Cindy Spies (UDC)
- Fabian Zürcher (UDC)

Intervention déposée officiellement le 24 mars 2026